

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 09 MAI 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES - RIFSEEP**

L'an deux mille dix-neuf, le neuf du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Était excusé :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – RIFSEEP**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Par délibération du 14 décembre 2016, le bureau syndical a instauré un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (part « indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise – I.F.S.E. »). Il a également délibéré le 15 novembre 2017 pour adapter ce régime indemnitaire pour le grade d'agent de maîtrise territorial et fixer le sort du RIFSEEP en cas de temps partiel thérapeutique.

Le 7 mars dernier, le bureau a approuvé la mise en œuvre de la part « complément indemnitaire » pour tous les agents.

Au moment de la délibération du 14 décembre 2016, tous les cadres d'emplois et grades n'avaient pas bénéficié de l'application du RIFSEEP, par carence du texte correspondant pour les fonctionnaires d'Etat. C'était en particulier le cas des ingénieurs en chef.

Or, un arrêté du 14 février 2019 prévoit l'application du RIFSEEP aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, corps de référence du cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux. Par conséquent, ces derniers peuvent dès à présent bénéficier du RIFSEEP, sous réserve d'une délibération de l'organe compétent.

En ce qui concerne l'I.F.S.E., les montants seraient :

INGÉNIEURS EN CHEF TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF RÉGLEMENTAIRE
Groupe 1	<i>Directeur des services techniques</i>	12 000 €	31 000 €	57 120 €

Et pour la part « complément indemnitaire » :

INGÉNIEURS EN CHEF TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFOND INDICATIF RÉGLEMENTAIRE
Groupe 1	<i>Directeur des services techniques</i>	1 020 €	1 200 €	10 080 €

Le comité technique a émis un avis favorable sur ce dossier, lors de sa séance du 7 mai dernier.

Il est proposé au bureau syndical d'approuver la mise en œuvre du RIFSEEP (parts I.F.S.E. et « complément indemnitaire ») pour le cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux.

Le bureau syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL